

Discours de Benoît Cerexhe,
Ministre bruxellois de l'Economie et de l'Emploi,
le vendredi 29 mai 2009
au Cercle Gaulois

Mesdames,
Messieurs,

Avant de dire pourquoi il faut « Oser Bruxelles », permettez-moi de vous remercier de m'accueillir en ces murs.

Vous m'avez invité pour vous parler de Bruxelles et des relations entre Régions, à la suite de mon ouvrage « Osons Bruxelles »...

Vous me connaissez – ou vous me connaissez pas...- je suis un régionaliste convaincu. Pour moi, la Belgique est composée moins de deux grandes Communautés que de trois Régions. On y reviendra tout à l'heure.

Si j'ai choisi d'intituler mon ouvrage « Osons Bruxelles », c'est tout d'abord pour un message d'amour pour la ville dans laquelle je vis. Trop de Belges, trop de Bruxellois aussi, n'aiment ou disent ne pas aimer Bruxelles. Certains s'amusent à ne voir dans Bruxelles que le négatif : Bruxelles serait sale, Bruxelles sera polluée, Bruxelles serait insécure, Bruxelles serait mal gérée, Bruxelles serait moche, Bruxelles serait ennuyeuse... J'en ai sincèrement marre de cette façon qu'ont trop de gens de tout ne voir que par le prisme de ce qui va mal. Bruxelles est belle. Bruxelles est dynamique. Bruxelles est jeune. Bruxelles est vivante. Bruxelles a de l'avenir. Bruxelles est l'avenir du pays. Bruxelles est aussi l'avenir des deux autres Régions. Voilà mon credo. Voilà aussi ce dont je veux convaincre les Bruxelloises, les Bruxellois, les Wallons, les Flamands, les Européens aussi. Nous devons être fiers de notre ville. Et pour elle, nous ne devons pas avoir peur d'avoir de l'ambition. Et de placer Bruxelles sur l'échiquier des plus grandes villes internationales.

Mesdames,
Messieurs,

« Osons Bruxelles », c'est aussi , dans le contexte belgo-belge que l'on connaît, un rappel. Le rappel de ce que Bruxelles est et sera, demain lors des négociations institutionnelles qui vont venir, au coeur de tous les enjeux.

La Région bruxelloise a aujourd'hui 20 ans. Souvenez-vous : peu de gens en 1989 auraient parié sur l'avenir de la Région bruxelloise. On prédisait aux Bruxellois une cohabitation impossible entre francophones et flamands ; il y eut durant ces 20 ans les

pressions extérieures répétées pour nier systématiquement le fait régional bruxellois ; il y eut encore les propositions régulières de supprimer la Région bruxelloise (d'en faire un district européen, de l'intégrer à la Flandre, ...ou les tentatives de déstabilisation, comme en 1997 lorsque Vic Anciaux démissionna ...

Pourtant, 20 ans plus tard, nul ne peut plus le nier : la Région bruxelloise existe. Et est devenue dans l'esprit d'une très très large majorité dans notre pays une Région à part entière. En 20 ans, la mayonnaise bruxelloise a pris. Qui aurait ainsi imaginé il y a quelques années que le Gouvernement bruxellois soit capable d'adopter à l'unanimité une note de revendications institutionnelles communes déposée dans le cadre des négociations Octopus ? Cette note est, pour moi, le symbole de ce qu'une dynamique bruxelloise, propre, différente de celle qui voyait dans la Région bruxelloise la seule addition de deux communautés linguistiques différentes, défendant chacune le programme électoral des belles-mères flamande et wallonne. Un projet bruxellois est devenu non seulement possible ; il est aussi souhaité et revendiqué par toutes les composantes de la société bruxelloise. Ces 20 premières années ont donc été celles de l'identification et de l'affirmation. Nous devons aujourd'hui inscrire la Région bruxelloise dans les 20 années à venir, et je souhaiterais pour ma part avec force, que ces 20 prochaines années soient celles de la confirmation et de l'ambition.

Puisque Bruxelles ne nourrit plus de complexe – le complexe du petit - , Bruxelles a pour mission de s'ouvrir, avec force, conviction aux deux autres Régions, dont elle assure pour une partie non négligeable le développement économique. Bruxelles doit s'ouvrir à l'Europe et au monde. Son statut de métropole internationale est un atout que nous devons saisir.

Mesdames,
Messieurs,

Vous me connaissez, je ne suis pas un excité linguistique. Bien au contraire, j'ai toujours considéré que Bruxelles, la Région bruxelloise, avait et a toujours comme avenir de regarder vers le Sud comme vers le Nord, et d'assurer, dans une Belgique fédérale, son rôle assumé et consenti de trait d'union entre les Régions et les Communautés. Encore faut-il, dans le développement de cette position de pivot, que les autres Régions nous regardent et nous respectent. La froideur avec laquelle la Flandre nous considère depuis des années contraste singulièrement avec la manière plus chaleureuse avec laquelle la Wallonie envisage désormais ses relations avec Bruxelles.

Cette froideur, nous ne la percevons pas seulement dans le cadre des dossiers institutionnels, je vais y revenir, mais aussi dans la gestion quotidienne. Pensons ici un seul instant à la manière dont la classe politique flamande traite aujourd'hui les Bruxelloises et les Bruxellois dans le cadre de la problématique des nuisances aériennes, où l'on préfère choyer Vilvorde et Grimbergen tout en faisant de Bruxelles la poubelle sonore et environnementale du développement économique du Brabant flamand.

Ceci n'est pas acceptable.

L'analyse des réformes de l'Etat successives a montré combien la stratégie flamande a été de réduire, de réforme en réforme, la taille de l'espace dans lequel s'exprimait le concept pourtant résolument moderne de coexistence des cultures et des communautés : la définition de la frontière linguistique, le rejet du volet linguistique du recensement, la

scission de la province du Brabant, la scission de BHV aujourd'hui, l'affadissement des facilités..

Dans cette stratégie de la « peau de chagrin », le dernier morceau de territoire à scinder, à diviser, à racrapoter, n'est autre que Bruxelles. Bruxelles et ses 19 communes. Cette Bruxelles que l'on brime. Cette Bruxelles que l'on dégrade. Cette Bruxelles dont on veut publiquement assurer la cogestion. Cette Bruxelles que les politiques Flamands désirent voir fusionner avec la Communauté flamande. Cette Bruxelles que la division en sous-nationalités FR et NL n'effraie pas.

A cette Bruxelles-là, je veux opposer un autre avenir pour NOTRE Bruxelles. A savoir, une Région économiquement et socialement forte, une Région sur le même pied d'égalité que les autres entités fédérées, une Région ouverte, une Région tolérante, une Région symbole du processus d'unification européenne, une Région capitale de l'Europe qui rappelle à tous, Européens, Belges et Bruxellois que les frontières s'abolissent. Une Région désireuse de participer au développement de toutes les entités fédérées de notre pays. Et plus spécifiquement encore, avec la Wallonie, qui a opéré ces deux dernières années un rapprochement remarqué et remarquable avec Bruxelles.

Mesdames,
Messieurs,

« Osons Bruxelles », je l'ai écrit aussi parce qu'à l'heure des négociations institutionnelles qui se profilent, il y a des exigences à rappeler. Celle d'abord du financement correct de Bruxelles. Toute capitale est dotée des moyens nécessaires pour lui permettre d'assurer ses fonctions.. L'étranglement budgétaire de la Région bruxelloise n'a d'autre objectif que d'en limiter le développement et le rayonnement. Un financement correct de la Région bruxelloise n'est pas un chèque en blanc offert aux Bruxellois pour leur permettre de s'acheter des joujoux supplémentaires ; c'est donner à la Région centrale et au pays les moyens d'assurer son rayonnement – notamment international - au bénéfice total des autres Régions.

« Osons Bruxelles », c'est aussi voir au-delà du carcan géographique des 19 communes et envisager ce que sera physiquement demain Bruxelles dans le cadre institutionnel de notre pays de moins en moins fédéral. Voir au-delà, c'est d'abord voir la périphérie proche. La Flandre n'a eu de cesse de détricoter au fil des ans les droits négociés et accordés aux francophones du Brabant flamand . La seule réponse aujourd'hui à cette politique délibérée d'effacement des droits des minorités est l'élargissement territorial de la Région bruxelloise aux six communes à facilités. Il s'agit là d'une réponse juste et mesurée visant à garantir des droits fondamentaux existants, mais que l'autorité politique flamande nie et bafoue...

Une réponse nouvelle aussi dans le contexte institutionnel et communautaire des prochaines années, car il nous faut être lucide : la prochaine réforme de l'Etat ne sera pas la dernière : la réforme de l'Etat, dans l'esprit de la Flandre ne s'arrêtera que lorsqu'il n'y aura plus d'Etat.

Dans ce contexte indépendantiste, il ne peut être question, ni pour les Bruxellois, ni pour les Wallons, de voir Bruxelles totalement enclavée en territoire flamand. C'est une question de survie. L'élargissement de Bruxelles répond donc à cette autre nécessité : celle d'assurer un lien physique entre Bruxelles et la Wallonie.

Voir au-delà, c'est aussi regarder plus loin. Regarder vers le Sud, par exemple. Et voir comment organiser au mieux l'espace francophone de notre pays. Pour ma part, je suis persuadé que la meilleure manière d'organiser cet Espace francophone est d'avoir, au sein de cet Espace, deux Régions fortes – la Région bruxelloise et la Région wallonne - qui s'assument et qui sont capables de développer des synergies fortes et des collaborations win win entre elles. Car, dans mon esprit, l'affirmation régionale bruxelloise ne se fait pas CONTRE une affirmation régionale wallonne ; elle s'inscrit au contraire en parfaite complémentarité de de nos deux projets.

Mesdames,
Messieurs,

Cette notion de complémentarité des deux projets est pour moi fondamentale. C'est pourquoi je plaide et continuerai de plaider contre la régionalisation de toutes les compétences exercées actuellement par la Communauté française : la culture et l'enseignement sont des socles communs à nos deux Régions ; leur régionalisation serait pour moi une totale ineptie. Le Wallon Adamo est apprécié à Bruxelles comme les Girls in Hawaii sont écoutés à Liège, Dour ou à Arlon. Quant à l'enseignement, s'il faut certes permettre de pouvoir moduler quelque peu les programmes en fonction des spécificités régionales, imagine-t-on seulement un instant, à l'heure de Bologne, créer des frontières entre Bruxelles et Wavre, jusqu'à rendre incompatibles les programmes d'enseignement pour un enfant qui déménagerait de Bruxelles vers la Wallonie et inversement ?

Il nous faut garder raison. Régionaliste convaincu ne veut pas dire « tout à la Région ».

Et il nous faut d'ailleurs être particulièrement vigilants, parce qu'il me semble que, pour certains, l'affirmation régionale bruxelloise est une sorte d'alibi, un masque, pour cacher une certaine volonté de distanciation avec la région wallonne. Comme le fut peut-être en son temps l'affirmation régionaliste wallonne, visant à se distancier de Bruxelles...

J'ai été récemment interpellé sur la création de partis bilingues ici à Bruxelles. Toutes les formations politiques présentes ont répondu plus ou moins favorablement à l'idée. J'y ai seul apporté un large bémol. Car, sous des apparences « unitaires », cette proposition porte en elle les germes d'une division, celle des Francophones de notre pays. Dans le climat communautaire actuel, il m'apparaît suicidaire de devoir mâtinier le point de vue francophone bruxellois par une inévitable retenue, pour ne pas dire un affadissement, née de la nécessité de tenir compte de l'*autre* point de vue. Le point de vue des Flamands de Bruxelles.

Bien au contraire, jamais, il n'est apparu si nécessaire de voir les francophones unis pour défendre, face à la Flandre et ses prétentions, la cause de la solidarité inter-personnelle et des propositions qui ne pénalisent ni Bruxelles, ni la Wallonie, ni les francophones de la périphérie. Face au roc de l'unité flamande, c'est l'union – des francophones - qui fera notre force, et non la juxtaposition d'une voix *brusselse*-bruxelloise et d'une voix 100% wallonne.

Je vous remercie pour votre attention.